F

Mars 2012

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国粮食及农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura

TRENTE-DEUXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Buenos Aires (Argentine), 26-30 mars 2012

DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES POUR LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES AU COURS DU PROCHAIN EXERCICE BIENNAL (2014-2015), COMPTE TENU DU RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DES COMMISSIONS TECHNIQUES RÉGIONALES

Résumé

- Dans le cadre de son mandat, la Conférence régionale est chargée, notamment, de définir les priorités régionales, principales directives de planification de la FAO dans la région. Ces priorités sont en outre la contribution de la région à la révision de l'actuel Cadre stratégique et à la définition du nouveau Plan à moyen terme de la FAO pour la période 2014-2017.
- À partir des domaines prioritaires mis en évidence lors de la dernière Conférence régionale, le présent document offre une synthèse de la situation actuelle, notamment des progrès réalisés et des apparentes lacunes dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture familiale, du changement climatique et de la durabilité de l'environnement, de la santé animale et végétale et de la sécurité sanitaire des aliments. L'analyse est ensuite articulée par sous-région: Amérique du Sud, Caraïbes et Amérique centrale. Le document se conclut sur la proposition de valider les mêmes domaines prioritaires, qui restent d'actualité, pour les travaux futurs de la FAO.

Mesures proposées à la Conférence régionale

La Conférence régionale contribue désormais de manière critique au recensement des principaux défis qui se poseront à la FAO dans le cadre de ses activités et à la formulation des nouveaux objectifs stratégiques de l'Organisation, à travers la définition des priorités régionales. Afin d'améliorer l'impact de la FAO dans ses domaines prioritaires pendant l'exercice biennal actuel et le suivant, la Conférence régionale est invitée à:

- Indiquer dans quelle mesure les défis mondiaux recensés correspondent à la situation de la région, compte tenu des tendances mondiales et de la vision et des buts de la FAO;
- Suggérer des éléments spécifiques à la région qu'il convient d'incorporer à chacun des défis recensés et de prendre en compte dans la formulation des objectifs stratégiques de la FAO.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

MD240/f

Par ailleurs, les thèmes prioritaires définis il y a deux ans par la trente et unième Conférence régionale (Panama) restent pertinents et d'actualité dans l'ensemble de la région, ainsi que l'ont confirmé les consultations engagées par la FAO auprès de ses États Membres pour mettre au point les cadres nationaux et sous-régionaux de priorités et les cadres stratégiques de coopération de la FAO pour chacun des quatre domaines prioritaires. Par conséquent, il est proposé à la Conférence régionale de confirmer que les quatre domaines thématiques prioritaires suivants restent d'actualité:

- ***Sécurité alimentaire et nutritionnelle,*** domaine dans lequel la FAO œuvre, en collaboration avec les États Membres, au renforcement des capacités consacrées à la mise au point de politiques publiques, de la législation et d'arrangements institutionnels, à l'innovation technologique et à une gestion axée sur l'amélioration de la production, à l'accès à la nourriture et à la gouvernance des systèmes nationaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- ***Changement climatique et durabilité de l'environnement,*** domaine dans lequel la FAO œuvre, aux côtés des gouvernements, à renforcer les programmes nationaux de gestion durable des ressources naturelles, de réduction des risques agroclimatiques, d'atténuation des émissions et d'adaptation du secteur agricole au changement climatique dans le contexte nouveau du développement à faible intensité de carbone.
- ***Agriculture familiale,*** domaine dans lequel la FAO s'efforce d'aider les États Membres à mettre au point des cadres institutionnels et des stratégies d'innovation socioproductive de nature à développer le potentiel considérable de ce type d'agriculture pour la production vivrière, la création de revenus et le développement rural.
- ***Santé animale et végétale et sécurité sanitaire des aliments,*** domaine dans lequel la FAO s'emploie à renforcer les capacités techniques et institutionnelles des pays afin d'améliorer la santé animale, la santé des végétaux et la sécurité sanitaire des aliments, et à développer des systèmes d'information et des mécanismes de coordination sanitaire entre les pays, qui permettraient de réduire les risques associés aux ravageurs et aux maladies transfrontières au niveau régional.

Veuillez adresser toute question concernant ce document à M. Tito Díaz, Secrétaire de la trente-deuxième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Tito.Diaz@fao.org).

I. Introduction

1. L'établissement des priorités régionales s'inscrit dans le cadre d'un processus décentralisé visant à recenser, à partir des sous-régions et des pays, les domaines d'action pertinents au regard des problèmes signalés par les gouvernements et d'autres acteurs auxquels la FAO apporte sa collaboration, notamment la CFALC, la CODEALC et la COPESCAALC[1]. Ces priorités correspondent à une orientation stratégique à moyen terme qui devrait permettre à l'Organisation de centrer ses efforts sur un éventail restreint d'objectifs pertinents. La démarche suivie représente un changement important à deux égards. D'une part, s'agissant d'un processus décentralisé, c'est à la Conférence régionale, représentée par les pays, qu'il revient spécifiquement de recenser et de définir les domaines dans lesquels la FAO est susceptible d'avoir un meilleur impact. D'autre part, en faisant de la Conférence régionale un organe directeur de la FAO et de par le mandat ainsi conféré et l'autorité qui lui est attachée, l'Organisation dans son ensemble a la possibilité d'affecter ses ressources de manière à ce qu'elle puisse, à terme, mettre à profit ses potentialités pour relever les défis découlant des priorités régionales.

[1] CFALC: Commission des forêts pour l'Amérique latine et les Caraïbes; CODEALC: Commission pour le développement de l'élevage en Amérique latine et dans les Caraïbes; COPESCAALC: Commission des pêches intérieures et de l'aquaculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

2. Il est important de noter que ce mécanisme de ciblage à moyen et à long terme contribue au renforcement des capacités sur une période relativement longue. L'instabilité au niveau du processus de planification et de programmation s'en trouve ainsi atténuée, ce qui permet à l'Organisation de contribuer avec davantage d'efficacité à la mise en œuvre des stratégies des pays, telles qu'elles ressortent des politiques nationales à moyen terme. La FAO a néanmoins montré qu'elle était en mesure d'intervenir comme il se doit face à des problèmes d'actualité d'une importance absolue, tels que l'envolée et l'instabilité des prix alimentaires. Cette capacité de réponse à la situation actuelle sera non seulement maintenue, mais aussi renforcée, si bien que la FAO pourra, avec tout autant d'efficacité, faire face à des enjeux urgents et importants dans ses domaines de compétence.

3. Concrètement, le recensement des priorités régionales s'appuie sur des mécanismes d'interaction et de concertation établis avec les gouvernements de la région et grâce auxquels les cadres de programmation par pays (CPP) aux fins de la coopération de la FAO ont pu être élaborés et, bien souvent, approuvés par les gouvernements. Actuellement, plus d'un tiers des documents établis ont ainsi été approuvés par les gouvernements, un autre tiers consistant en des propositions en cours d'examen en vue de leur approbation finale. Ces engagements constituent le programme d'action de la FAO au service de chaque pays.

4. Lors de la trente et unième Conférence régionale, tenue à Panama, les gouvernements ont fixé les quatre domaines d'action prioritaires suivants:

- Sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Changement climatique et durabilité de l'environnement
- Agriculture familiale
- Santé animale et végétale et sécurité sanitaire des aliments, avec une attention spéciale pour les maladies transfrontières.

5. Depuis lors, la FAO a travaillé sur ces quatre fronts, réussissant à mobiliser ses propres capacités et celles d'autres entités opérant dans la région, afin de renforcer l'attention sur ces défis. Un suivi constant des tendances mondiales et de celles du secteur agricole est cependant nécessaire afin d'ajuster, s'il y a lieu, le programme de travail de l'Organisation. Plus précisément, s'agissant de l'agriculture et de l'alimentation, l'évolution rapide du scénario mondial se manifeste par les tendances mondiales suivantes: i) une augmentation de la demande alimentaire et la modification des modes de consommation, qui favorisent l'utilisation de produits d'origine animale, des huiles végétales et du sucre; ii) une diminution de la disponibilité et de la qualité des ressources naturelles et une concurrence accrue de la part des secteurs non alimentaires pour leur utilisation, ainsi que la perte de services écosystémiques; iii) la sécurité et la pénurie énergétique, qui obligeront les filières agricoles à réduire leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles; iv) la hausse et la volatilité des prix des denrées alimentaires; v) l'évolution de la structure agraire, l'agro-industrialisation et la mondialisation de la production vivrière; vi) l'évolution des modèles du commerce agricole et des politiques commerciales; vii) le changement climatique; viii) la science et la technologie en tant que principales sources de productivité agricole et la prévalence du secteur privé dans ces processus; ix) une plus grande prise de conscience eu égard à l'importance de la gouvernance et de l'engagement, afin que les processus de développement soient pris en main par les pays eux-mêmes; x) une plus grande vulnérabilité résultant des crises et des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme[2].

6. L'analyse des tendances énumérées ci-dessus, compte tenu de la vision et des buts de la FAO, suggère que ses activités futures devront être axées vers les défis mondiaux suivants: i) augmenter la production agricole, forestière et halieutique, ainsi que la contribution de celle-ci à la croissance et au développement économique, tout en veillant à la durabilité des écosystèmes et en élaborant des stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets; ii) éliminer l'insécurité alimentaire, les carences nutritionnelles et les aliments malsains, dans le contexte de la hausse et de la volatilité des prix des denrées alimentaires; iii) rationaliser la consommation alimentaire et la nutrition, en réfléchissant à des modèles et habitudes de consommation améliorés; iv) améliorer les moyens

[2] Tendances mondiales et futurs défis à relever par l'Organisation (LARC/12/INF/8).

d'existence de la population rurale, notamment des petits producteurs et des artisans-pêcheurs, en particulier les femmes, dans le contexte de l'urbanisation croissante et de l'évolution de la structure agraire; v) assurer des systèmes agroalimentaires plus justes et participatifs aux niveaux local, national et international; vi) accroître la résistance des moyens d'existence aux chocs et aux menaces auxquels l'agriculture et la sécurité alimentaire font face; vii) renforcer les mécanismes de gouvernance afin de répondre aux besoins des systèmes alimentaires, agricoles, forestiers et halieutiques aux niveaux national, régional et mondial[3].

7. De par leur importance pour l'agriculture rurale, la prise en compte de ces tendances et de ces défis est essentielle aux fins de la définition des priorités fondamentales de l'Organisation pour les années à venir, parmi lesquelles figure le mécanisme de la coopération Sud-Sud, susceptible de favoriser des progrès significatifs dans les pays en développement. Même si la plupart des problèmes sont concentrés dans ces pays, c'est aussi chez eux que se trouve le potentiel de production nécessaire pour les résoudre.

8. Près de 24 mois se sont écoulés depuis que l'Organisation a défini les quatre priorités pour l'Amérique latine et les Caraïbes énumérées au paragraphe 4; il est suggéré que la Conférence confirme ces priorités, pour les raisons qui sont exposées dans la suite du présent document.

II. Réalités, lacunes et perspectives sous-régionales

9. Les facteurs qui ont dicté l'établissement des priorités en 2010 restent tout autant d'actualité, sinon plus aujourd'hui, dans la région. S'agissant de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, malgré un renforcement substantiel du cadre juridique dans un certain nombre de pays – par des changements institutionnels et l'adoption de textes de lois spécifiques garantissant le droit à une alimentation adéquate –, il convient de noter que l'envolée des prix des denrées alimentaires a constitué une menace dans tous les pays, en réduisant l'accès des personnes à ces produits et en minant les progrès significatifs accomplis dans la région en matière de lutte contre la pauvreté. En perspective, la tendance à la hausse des prix devrait se maintenir, de manière peut-être moins vigoureuse cependant. L'instabilité des prix devrait elle aussi perdurer, tout comme la variabilité des conditions climatiques, et l'on constate un déplacement des investissements, du secteur financier vers les produits de base, y compris les denrées alimentaires faisant l'objet d'un commerce international. Par ailleurs, l'augmentation attendue des prix de l'énergie, notamment du pétrole, aura notamment une incidence sur les coûts d'utilisation des machines agricoles et sur les dépenses relatives au transport des produits finis. À terme, il en résultera un renchérissement des denrées alimentaires, ainsi que des problèmes de sécurité alimentaire.

10. Ce scénario a suscité de grandes préoccupations pour les pays importateurs nets de produits alimentaires de la région. Les effets de ces nouvelles tendances ont été particulièrement manifestes aussi bien dans les Caraïbes, où les pays ont dû engager d'importantes ressources supplémentaires pour financer des achats alimentaires plus onéreux, que dans les pays d'Amérique centrale et au Mexique, où il a fallu importer des céréales et des oléagineux à des prix plus élevés que par le passé. En Amérique du Sud, où les recettes à l'exportation ont augmenté grâce à la hausse des prix des denrées alimentaires dérivant d'un renforcement de la demande en Chine et en Inde, la couverture des politiques sociales a été étendue, en particulier par le biais des programmes de transfert d'espèces assortis de conditions, afin d'assurer l'accès des populations vulnérables à la nourriture. Les prix des denrées alimentaires et les mécanismes d'accès à ces produits sont des facteurs déterminants de la sécurité alimentaire et le renchérissement des denrées a eu des répercussions dans toute la région: en Amérique latine et dans les Caraïbes, où environ neuf pour cent de la population est sous-alimentée, les écarts sont tels qu'à la fin de la décennie écoulée cet indicateur était proche de 15 pour cent dans certaines régions, notamment en Amérique centrale[4].

11. Pendant cette période, le changement climatique s'est manifesté de manière de plus en plus tangible sur les populations. Dans les régions andines, les effets de l'évolution du climat sur les

[3] Op.cit.
[4] Cadre sous-régional des priorités à moyen et à long terme pour l'Amérique centrale.

glaciers et les réservoirs d'eau douce ne peuvent être ignorés. Dans les zones arides, les périodes sèches se sont allongées, contribuant ainsi à réduire les ressources en eau disponibles. Les déserts avancent, tandis que les cultures doivent être déplacées ou restreintes. Les régions subtropicales et tropicales ont été touchées par des inondations, qui ont porté préjudice à la production alimentaire. Les prévisions indiquent une plus grande incertitude quant à l'évolution du climat, des phénomènes extrêmes de plus en plus fréquents et, d'une façon générale, des difficultés accrues pour planifier les activités dans les secteurs de l'agriculture, des forêts, de l'élevage, de l'aquaculture et des pêches, et à terme un retentissement au niveau de la production alimentaire. Les effets négatifs du changement climatique seront plus intenses dans les pays qui enregistrent déjà des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes, ce qui est particulièrement grave dans les zones qui présentent par ailleurs des niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire élevés. L'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes donnera lieu à des pertes de production animale plus fréquentes, de sorte que les disponibilités alimentaires aux niveaux local, national ou régional tendront à être de plus en plus instables. Selon les scénarios prévus par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'insécurité alimentaire pourrait augmenter de manière significative.

12. Dans ce contexte, il est nécessaire d'élaborer des politiques qui intègrent les questions relatives à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable, en favorisant notamment l'introduction de pratiques appropriées dans les systèmes de culture, y compris l'élevage, les forêts, les pêches et l'aquaculture, pour faciliter à la fois l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. De fait, la FAO a centré ses efforts sur l'adaptation à l'évolution du climat et la promotion d'une agriculture et d'un élevage intelligents face aux transformations climatiques. Les systèmes de culture doivent assurer un certain nombre de services environnementaux essentiels (gestion durable du système agroalimentaire, fixation du carbone, gestion des ressources hydriques, protection des sols et de la biodiversité, etc.) et de fonctions socioéconomiques (production agricole et non agricole, approvisionnement alimentaire, préservation de la culture et des savoirs traditionnels, etc.) qui contribuent à la fois à l'atténuation du changement climatique et au renforcement de la capacité d'adaptation des écosystèmes productifs et naturels face à l'évolution du climat[5].

13. Enfin, par effet du changement climatique, on enregistre dans la région une augmentation des risques liés à l'apparition et à la réapparition des ennemis des cultures et des maladies des animaux, ainsi qu'une fréquence accrue des zoonoses et des intoxications et infections causées par la consommation d'aliments nocifs, avec des effets potentiellement dévastateurs sur l'économie et la santé publique.

14. Par ailleurs, dans une perspective de développement rural durable, l'agriculture familiale, en tant que fournisseur de denrées alimentaires et de par sa contribution à la lutte contre la pauvreté et son rôle d'amortisseur en période de crise économique et environnementale, a été reconnue comme offrant un outil approprié face au problème de l'insuffisance alimentaire et à la réalité de la pauvreté rurale dans les Amériques. À cet égard, il est important de souligner l'appel qui a été lancé par les pays dans le cadre des manifestations sur le thème de la hausse et de l'instabilité des prix des denrées alimentaires, organisées en 2011 par la FAO, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)[6], face à la nécessité urgente de promouvoir l'agriculture familiale pour accroître la production alimentaire et faire ainsi en sorte que la croissance économique observée dans la région se traduise par un recul de la pauvreté, surtout en milieu rural. En effet, au-delà de son rôle de fournisseur de denrées alimentaires dans les pays de la région (entre 27 et 67 pour cent de la production alimentaire totale) et de sa contribution à la création d'emplois (entre 57 et 77 pour cent de l'emploi agricole), l'agriculture familiale favorise un développement plus équilibré dans les zones rurales. Par ailleurs, grâce à l'utilisation de variétés autochtones, à une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole et de ses dérivés, à la pratique de la polyculture et à l'adoption de systèmes intégrés (cultures-forêts-élevage), elle joue un

[5] *Marco Estratégico de Mediano Plazo de Cooperación de la FAO en Cambio Climático y Sostenibilidad Ambiental en América Latina y el Caribe 2012-2015*.

[6] Manifestations organisées dans différentes régions: Amérique centrale, Caraïbes, Amérique du Sud et Mexique (http://www.rlc.fao.org/es/politicas/semprecios.htm).

rôle clé dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets[7]. L'amélioration des conditions de vie et de production des cultivateurs pratiquant une agriculture familiale, des forestiers et des pêcheurs, en particulier des femmes, permettra d'ouvrir des perspectives plus équitables dans le monde rural.

15. Pour pouvoir mettre en place des politiques différenciées, qui soient en harmonie avec les stratégies d'investissement public des gouvernements et les politiques macroéconomiques et commerciales, et améliorer les performances de l'agriculture familiale dans la région, il est nécessaire d'approfondir la connaissance de ces systèmes de culture, notamment pour mieux les caractériser et les quantifier. Cet effort contribuera à la lutte contre la pauvreté (en particulier au regard des difficultés d'accès à la nourriture) et permettra la création de synergies aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En Amérique latine, un peu plus d'un tiers de la population vit dans la pauvreté et au moins 13 pour cent dans une extrême pauvreté. Dans les zones rurales, 52 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté; compte tenu de la situation observée dans la région et grâce à son potentiel productif, l'agriculture familiale revêt donc un caractère prioritaire. Pour libérer ce potentiel, il est cependant nécessaire de relever des défis majeurs, en relation avec le cadre institutionnel existant, l'accès aux marchés et l'intensification durable de la production.

16. La question de l'accès à la nourriture est importante à divers égards; en particulier, les disponibilités alimentaires résultant de la production et/ou du commerce sont essentielles. Un autre élément déterminant est le prix des denrées alimentaires et, enfin, la qualité des produits. L'accessibilité des aliments perd tout son sens si les denrées sont de qualité médiocre et, pire encore, si elles mettent en danger la santé des citoyens. En particulier, les lacunes en matière de santé et de sécurité sanitaire prennent davantage d'importance là où les populations plus vulnérables et à faible revenu gèrent leur propre nourriture. Cette tendance, dont les effets sont particulièrement préjudiciables, est dans une certaine mesure en phase avec la prévalence et la présence forte de maladies courantes touchant une grande partie de la population.

17. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la présence de ravageurs des cultures et de maladies animales, ainsi que l'apparition de maladies transmises par des aliments d'origine animale ou végétale, ont pour les gouvernements, les producteurs et les consommateurs un coût annuel de l'ordre de milliards de dollars et constituent une menace pour la santé publique, la sécurité alimentaire et le commerce. Face aux risques liés aux ravageurs et aux maladies, il est nécessaire d'intervenir rapidement en misant sur des systèmes nationaux de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments, coordonnés et de grande qualité technique, et en mettant en place des programmes régionaux harmonisés de prévention, de lutte et d'éradication. Par ailleurs, une meilleure gouvernance de ces systèmes, dans les secteurs public et privé, est essentielle pour pouvoir apporter une réponse efficace face à cette situation. Toutefois, dans la plupart des pays de la région, les services nationaux de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments présentent encore de graves faiblesses sur le plan institutionnel, technique et de la gestion, tandis que les politiques et les stratégies nécessaires pour la gestion efficace des risques dans les chaînes de production agroalimentaires n'ont pas encore été élaborées[8]. Il est urgent de renforcer les capacités des pays en centrant les efforts dans les domaines suivants: a) politiques et cadres réglementaires en matière de santé et de sécurité sanitaire des aliments; b) stratégies pour la prévention, la lutte contre les maladies transfrontières et leur éradication et pour la sécurité sanitaire des aliments aux niveaux national et régional; c) gestion des risques au sein des filières agroalimentaires et agroindustrielles; et d) systèmes d'information, d'éducation sanitaire, de communication et de promotion. Les éléments énumérés ci-dessus confirment que la santé agricole et la sécurité sanitaire des aliments demeurent un domaine d'assistance technique prioritaire de la FAO dans la région.

---

[7] *Marco Estratégico de Mediano Plazo de Cooperación de la FAO en Agricultura Familiar en América Latina y el Caribe 2012-2015* (http://www.rlc.fao.org/es/publicaciones/marco-estrategico-cooperacion-fao-agricultura-familiar-alc/).

[8] *Marco Estratégico de Asistencia Técnica de la FAO en Sanidad Agropecuaria e Inocuidad de los Alimentos 2012-2015*, FAO-Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RLC).

A. Amérique du Sud

18. Bien que la région produise des aliments en quantité suffisante, chaque pays en particulier présente des situations de déficit préoccupantes du point de vue de la sécurité alimentaire. Le problème fondamental de la sous-région n'est pas tant la disponibilité des aliments que l'accès à ceux-ci. En la matière, il arrive souvent que l'offre excède la consommation; par exemple, entre 2003 et 2005, l'offre d'aliments a été en moyenne de 47 pour cent supérieure à la demande dans la sous-région, mais paradoxalement, 28 millions de personnes ne sont pas parvenues à couvrir leurs besoins minimaux en calories[9]. La période 1990-2008 a été très importante du point de vue des progrès de la lutte contre la faim dans la sous-région; elle a d'ailleurs donné un exemple de plus grande efficacité, puisque la population souffrant de sous-nutrition a été réduite de plus de 8 millions. Les plus grands progrès enregistrés dans le Cône Sud ont été réalisés au Brésil, où le nombre de personnes sous-alimentées a reculé de près de 4 millions; les autres pays d'Amérique du Sud ont enregistré des chiffres similaires. Néanmoins, il existe toujours de vastes lacunes à combler, et ce dans un contexte d'instabilité des prix qui fait peser une menace particulièrement grave sur les plus pauvres, qui consacrent la majeure partie de leurs revenus à l'achat de denrées alimentaires.

19. Le changement climatique a eu des effets très négatifs sur la région. Les catastrophes naturelles qui frappent la sous-région se sont aggravées, et les épisodes de sécheresse et d'inondation sont récurrents dans certaines zones, tandis que d'autres sont affectées par le gel, et ces événements se répètent si souvent qu'il devient difficile de les maîtriser. La disparition de sources d'eaux due à la dégradation des glaciers andins est un facteur qui ne tend qu'à s'aggraver. Tous ces éléments ont affecté la production de céréales et d'oléagineux, produits particulièrement importants dans plusieurs pays qui dépendent d'eux pour la création de revenus, car ils sont exportateurs nets. Les pays de la sous-région doivent également relever les défis consistant à inverser les processus de dégradation des terres agricoles et d'élevage, à renforcer l'efficacité de la production bovine des systèmes pastoraux et à favoriser l'adoption de systèmes agricoles, d'élevage et forestiers intégrés, dans le but de réduire les émissions de carbone par unité de produit, d'améliorer la durabilité de la production et l'adaptation au changement climatique, et de conserver leur compétitivité sur les marchés.

20. L'Amérique du Sud joue un rôle particulièrement important dans la balance alimentaire mondiale. D'une part, il s'agit d'un espace géographique disposant en abondance d'une ressource fondamentale: l'eau. Il a été question des glaciers andins, mais les autres bassins hydrographiques du Sud-Est du continent fournissent aussi de l'eau et constituent des réserves importantes. L'eau est nécessaire pour produire davantage d'aliments et pour que la région puisse conserver son rôle d'exportateur net face à la croissance prévue de la demande d'aliments[10]. Par conséquent, ce domaine prioritaire comporte deux axes qui le rendent particulièrement pertinent: la fourniture d'aliments aux autres régions et une dépendance croissante envers la disponibilité de l'eau, disponibilité menacée par le réchauffement planétaire et le changement climatique.

21. Du point de vue de l'agriculture familiale, s'il convient de noter les avancées institutionnelles des pays du Cône Sud, il est encore essentiel de continuer à renforcer les producteurs qui la pratiquent. L'importance de l'agriculture familiale est indiscutable dans tous les pays de la sous-région, et les défis immédiats concernent les domaines suivants: i) renforcement de la productivité; ii) accès aux marchés à des prix corrects; iii) accès à une combinaison suffisante de financements et d'appui technique; et iv) renforcement du cadre institutionnel de soutien à l'agriculture familiale (réglementations et programmes d'aide). La promotion de l'agriculture familiale doit être associée à de nouvelles approches du développement rural durable, en particulier de nouvelles pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique, qui favorisent la gestion de la biodiversité, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.

22. Dans la sous-région, plusieurs facteurs contribuent à la réapparition de ravageurs et de maladies au niveau des cultures et de l'élevage. L'un de ces facteurs est la hausse des températures, qui a provoqué l'apparition de nouveaux problèmes. La hausse des prix des aliments a incité les

[9] Desafíos y Perspectivas para la Subregión de América del Sur, Marco Estratégico de Mediano y Largo Plazo para la Acción de la FAO en la Sub Región de América del Sur, 2012-2015.
[10] Tendances mondiales et futurs défis à relever par l'Organisation (LARC/12/INF/8).

populations à faibles ressources à remplacer ceux-ci par des produits moins chers, mais souvent au détriment de la qualité et de la sécurité sanitaire. En dépit des efforts déployés par certains pays, des maladies comme la fièvre aphteuse et la peste porcine classique représentent encore un risque pour la santé des animaux, les revenus des producteurs, la sécurité alimentaire des communautés vulnérables, ainsi que le commerce et l'économie de la sous-région, notamment dans les pays andins. Il convient en outre de faire progresser le concept d'« une seule santé », en renforçant les liens entre la santé animale, la santé publique et celle des écosystèmes.

B. Caraïbes

23. Ces dernières années ont été difficiles dans les pays de la sous-région, ce qui est reflété par les faibles taux de croissance de leurs économies, qui dans certains cas ont même été négatifs. La contraction de l'économie des États-Unis a entraîné une décélération de la croissance dans les Caraïbes, tandis que les coûts des carburants et des aliments importés étaient en hausse. Nombre des économies des Caraïbes sont peu diversifiées et sont fortement tributaires des fluctuations économiques enregistrées en Amérique du Nord. Les envois de fonds sont particulièrement importants pour ces pays, ainsi que le tourisme, qui est leur activité centrale.

24. L'une des grandes priorités des Caraïbes est la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, dans ce contexte, les efforts à déployer pour parvenir à une plus grande autosuffisance en matière de production d'aliments. Importatrice nette, la sous-région a été particulièrement affectée par la flambée des prix. Nombre de ses pays sont exportateurs de services, notamment vers les États-Unis, et il leur a fallu maintenir des taux de change compétitifs face au dollar pour protéger leur balance commerciale. Sous l'effet combiné des importations d'aliments et de la dépréciation des taux de change, les prix déjà élevés des denrées alimentaires se sont maintenus, à cause des taux de change et de la faible disponibilité relative de devises. Le recul d'activités telles que le tourisme a entraîné une baisse des réserves de devises internationales, et, conséquence logique, les taux de change n'ont pas augmenté comme dans le reste de l'Amérique latine. Par conséquent, avec des monnaies locales dévaluées ou un dollar relativement cher, la nécessité d'importer des denrées alimentaires a débouché sur des prix en monnaie locale élevés.

25. Le changement climatique s'est très nettement fait sentir aux Caraïbes. D'une part, il s'agit de pays tropicaux qui ont été affectés par des phénomènes climatiques extrêmes; d'autre part, ce sont des régions dont les écosystèmes sont peu variés, avec des zones écologiques où certains effets positifs pourraient, au moins en partie, compenser les effets négatifs. La production agricole, déjà faible, a été influencée par le changement de températures et par des ouragans et autres phénomènes climatiques très fréquents et intenses. Les dommages causés à la production agricole et à l'élevage sont importants, ainsi que la hausse des niveaux des eaux sur les zones côtières, avec des répercussions négatives sur des activités comme la pêche.

26. Dans certains pays où les importations représentent près de 80 pour cent de la consommation des ménages, l'écart entre production et consommation continue de se creuser. Les secteurs agricoles de ces économies constituent les troisième ou quatrième contributeurs au PIB, ce qui rend ces pays particulièrement tributaires de l'offre extérieure et plus vulnérables aux hausses des prix des aliments. D'où la nécessité de soutenir et de renforcer la production intérieure d'aliments, en mettant l'accent sur l'agriculture familiale.

27. Du point de vue stratégique, l'intégration commerciale demeure un domaine de travail fondamental pour les Caraïbes. Étant donné qu'il est nécessaire de favoriser le commerce des aliments, et notamment le commerce entre les pays de la sous-région, la santé animale et végétale et la sécurité sanitaire des aliments présentent des enjeux considérables. La sous-région pourrait notamment mieux gérer sa dépendance alimentaire grâce à une commercialisation efficace des excédents à l'intérieur de la sous-région. Pour se concrétiser, ce type d'arrangement nécessite l'élargissement du marché sous-régional, et avec lui l'apparition de nouvelles possibilités d'investissement dans le secteur agricole. Il s'agit d'un domaine clé qui doit faire l'objet de négociations et d'accords commerciaux entre pays de la sous-région. Toutefois, en ce qui concerne les flux d'aliments, dans la mesure où des niveaux suffisants de santé et de sécurité sanitaire sont maintenus, les possibilités d'élargir les flux

commerciaux se font plus nombreuses, y compris le tourisme, qui est l'une de principales sources de revenus des Caraïbes. Du point de vue du marché intérieur, établir un lien entre cette priorité et la santé publique présente un potentiel d'amélioration considérable.

C. Amérique centrale et Mexique

28. Le taux de pauvreté en Amérique centrale est de 51 pour cent de la population, chiffre nettement supérieur à la moyenne globale de l'Amérique latine et des Caraïbes. Dans les zones rurales, deux personnes sur trois vivent dans la pauvreté, et la sous-région présente toujours de forts taux de sous-alimentation infantile chronique, avec des chiffres avoisinant les 13 pour cent dans les zones rurales. En dépit des importants efforts qu'il a déployés, le Mexique compte encore près de 21 millions de personnes souffrant de pauvreté alimentaire (soit 19 pour cent de l'ensemble de la population), dont 12,3 millions dans les zones rurales.

29. De nombreux ménages ne sont pas en mesure d'accéder à des aliments de qualité en quantité suffisante, un phénomène qui s'est récemment aggravé à cause de la flambée et de l'instabilité des prix. Plusieurs des pays de la sous-région ne sont pas autosuffisants sur le plan alimentaire et tendent plutôt à être importateurs nets, ce qui les rend vulnérables, tant à cause des fluctuations que de leurs besoins en devises. La sécurité alimentaire de ces pays dépend des exportations d'autres produits, qui permettent d'accumuler des réserves internationales, ainsi que de variables moins courantes comme les envois de fonds de leurs ressortissants résidant à l'étranger.

30. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un domaine prioritaire et comporte différentes facettes qui ne sont pas uniquement liées aux conditions de production intérieures, mais aussi aux possibilités commerciales et au recours aux importations pour combler des lacunes. Le secteur agricole s'articule en deux groupes très nettement définis. Le premier correspond à l'entreprenariat agricole, et le second, très important en raison du nombre de personnes et de ménages concernés, est celui de l'agriculture familiale. Dans le cas de l'Amérique centrale et du Mexique, il s'agit d'un secteur essentiel à la production des céréales de base, qui sont le fondement du régime alimentaire de la sous-région. Or l'agriculture familiale est limitée du point de vue des capitaux, des technologies, du financement et de l'accès aux marchés. Il s'agit donc, pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région, de dynamiser les marchés locaux d'aliments, de favoriser la sauvegarde des produits traditionnels et de créer ou de renforcer les programmes d'aide à l'agriculture familiale.

31. Au cours des 20 dernières années, dans tous les pays d'Amérique centrale, le nombre de tempêtes tropicales, d'ouragans et d'inondations a augmenté, événements qui sont souvent relayés par les médias. À cause de la plus grande fréquence et de la plus forte gravité des phénomènes météorologiques, sans doute dus au changement climatique, nombre de petits producteurs agricoles ne disposent pas du temps nécessaire pour se relever des dommages subis, ce qui entraîne pour eux une perte de capital. L'une des actions prioritaires dans ce domaine thématique est donc le renforcement des systèmes de gestion des risques agroclimatiques.

32. En ce qui concerne le phénomène de la mondialisation et de la libéralisation des échanges, tant au niveau des accords mondiaux et des traités binationaux que des avancées du processus d'intégration sous-régionale, d'importants débouchés se sont présentés au secteur agricole. Si ces possibilités sont bien réelles, il est nécessaire, pour pouvoir les saisir, de respecter les normes phytosanitaires et de santé animale qui régissent le commerce international des produits de l'agriculture et de l'élevage. Par ailleurs, la gestion et le contrôle des maladies et ravageurs transfrontières, dont beaucoup peuvent avoir des effets dévastateurs sur la production agricole familiale – celle-ci disposant de moins de ressources pour y faire face – nécessitent une approche régionale. En outre, les répercussions que ces ravageurs et maladies peuvent avoir sur la productivité de l'agriculture familiale et par conséquent sur l'alimentation et la création de revenus font de leur prévention, de leur gestion et de la lutte contre eux des priorités fondamentales.

III. Thèmes principaux des futurs domaines d'action prioritaires

33. Il y a deux ans, la Conférence régionale a clairement identifié quatre domaines prioritaires dans lesquels la FAO s'est employée à œuvrer depuis lors. Une analyse des circonstances ayant conduit à cette décision révèle très nettement que les problèmes alors ciblés ne sont toujours pas résolus aujourd'hui, et que ces priorités restent d'actualité.

34. En effet, ces dernières se sont appliquées à l'ensemble de la région, ainsi que l'ont confirmé les consultations qui ont suivi les cadres de priorités sous-régionales et les cadres stratégiques de coopération de la FAO élaborés pour chacun des quatre domaines prioritaires. La FAO a œuvré dans ces domaines en adoptant une approche à moyen et long termes.

35. Les cadres stratégiques de coopération de la FAO mis au point pour ces quatre domaines et les cadres de priorités sous-régionales sont suffisamment larges pour qu'y soient intégrés des thèmes d'actualité et d'autres besoins particuliers au niveau de la région et dans chaque sous-région. De même, l'Organisation peut ajuster les thèmes principaux de chaque priorité en fonction des besoins de chaque pays. Dans toutes les activités de l'Organisation, on a veillé à tenir compte, de manière transversale, de la question de l'égalité entre les sexes et des besoins des communautés autochtones, des descendants de populations africaines et des jeunes ruraux.

36. Ces derniers vingt-quatre mois, deux enseignements ont été tirés de l'expérience. Le premier, c'est qu'il faut un certain temps avant de récolter les fruits d'une stratégie à moyen terme. Les délais de mise en œuvre d'un projet ne sont pas négligeables et pour faire avancer les choses, il faut travailler de manière cohérente et constante sur des priorités soigneusement définies. Le deuxième, c'est que parmi les quatre domaines prioritaires établis, il reste encore des lacunes à combler dans la région Amérique latine et Caraïbes.

37. Ainsi, pour éviter certains problèmes du passé, à savoir la dispersion et le caractère limité de l'impact, il convient d'envoyer un signal clair pour que soient concentrés les efforts et les activités sur un ensemble de priorités restreint, tant à l'échelon régional qu'au niveau mondial. La Conférence régionale contribue désormais de manière critique au recensement des principaux défis qui se poseront à la FAO et à la formulation des nouveaux objectifs stratégiques de l'Organisation, à travers la définition des priorités régionales. Afin d'améliorer l'impact de la FAO dans ses domaines prioritaires pendant l'exercice biennal actuel et le suivant, la Conférence régionale est invitée à:

- Indiquer dans quelle mesure les défis mondiaux recensés correspondent à la situation de la région, compte tenu des tendances mondiales et de la vision et des buts de la FAO;
- Suggérer des éléments spécifiques à la région qu'il convient d'incorporer à chacun des défis recensés et de prendre en compte dans la formulation des objectifs stratégiques de la FAO.

Par conséquent, il est proposé à la Conférence régionale de confirmer que les quatre domaines thématiques prioritaires suivants restent d'actualité:

- ***Sécurité alimentaire,*** l'accent étant mis sur la gouvernance des systèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès à la nourriture et l'évolution des habitudes de consommation. Ce domaine comprend également des thèmes tels que la transparence et la concurrence sur les marchés agroalimentaires, les politiques commerciales, les dynamiques de la terre, la souveraineté alimentaire, le marché du travail rural et l'éradication de la pauvreté rurale. Il inclut en outre le renforcement de l'Initiative *l'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim.*
- ***Changement climatique et durabilité de l'environnement,*** l'accent étant mis sur le renforcement des institutions (élaboration de plans nationaux de préparation aux catastrophes agroclimatiques accordant une attention spéciale à l'adaptation, à la reconstruction et à la gestion des risques) afin de promouvoir un développement agricole durable et à faible intensité de carbone; la recherche, la communication, l'information et la formation à tous les niveaux (techniciens, professionnels, décideurs); et la valorisation des forêts en tant que facteur de préservation et de durabilité de l'environnement.

- ***Agriculture familiale,*** l'accent étant mis sur l'intensification durable de la production de biens et de services, l'accès aux marchés (dynamisation des marchés locaux, achats publics pour approvisionner les programmes d'alimentation scolaire, intégration de chaînes) et le développement / la réorientation des institutions (stratégies nationales visant à promouvoir l'agriculture familiale, arrangements institutionnels, registres d'agriculteurs pratiquant l'agriculture familiale, législation et instruments de politique). Ce domaine comprend également le développement de la pêche artisanale, qui reste dans la logique de la production familiale et, de manière plus générale, la promotion d'un développement rural durable.

- ***Santé animale et végétale et sécurité sanitaire des aliments,*** l'accent étant mis sur l'amélioration de la situation sanitaire, l'éradication de la fièvre aphteuse et de la peste porcine classique du continent, la lutte contre le virus du greening; le renforcement des capacités institutionnelles, des cadres nationaux de politique sanitaire et des ressources humaines des systèmes nationaux de santé animale et végétale dans le cadre de l'approche « Une seule santé », tout en s'efforçant d'obtenir une meilleure articulation au niveau régional; la promotion de l'accès des petits producteurs aux services de santé animale; et l'amélioration de la biosécurité dans les systèmes d'agriculture familiale et artisanale.